

Collectif RésisteR

S'informer, s'organiser, agir !
La lutte continue !

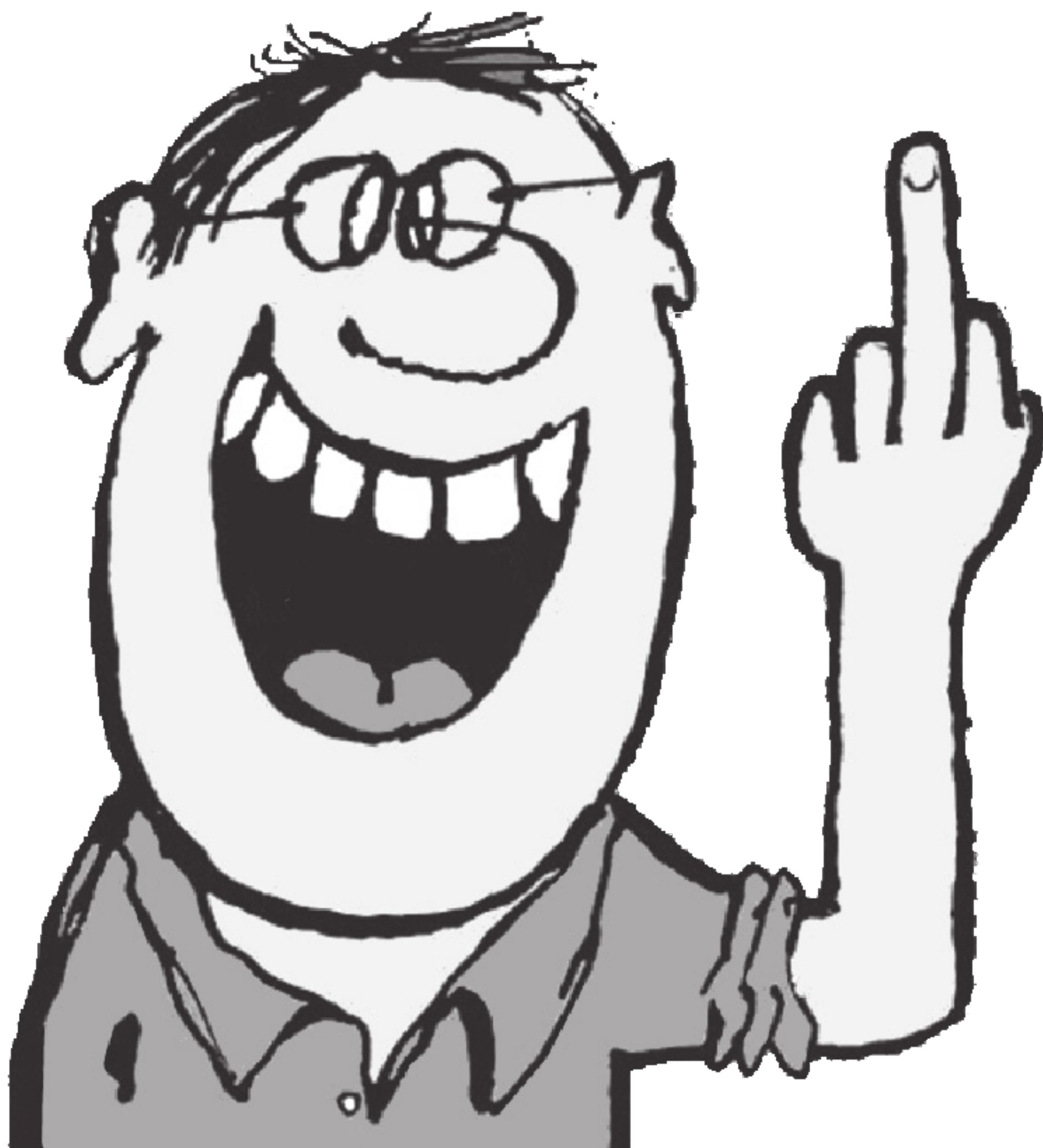


RésisteR!

#42 - mai 2016

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

Loi Travail, mon cul!



Participation

La participation
est librement
fixée par le
lecteur. Le prix
de revient de ce
numéro est de
0,50 €

BÉTON

PAGE 5

BASTON

PAGE 4

NATION

PAGE 2

Frédéric Lordon, de République à...

La loi Travail a provoqué un mouvement social rampant. L'intersyndicale nationale assure le service minimum avec, jusqu'ici, quatre journées d'action en deux mois. Et encore, pas toutes assorties d'un appel à la grève. Sans tomber dans le fétichisme de la grève générale reconductible qui résoudrait tous les problèmes d'un seul coup, il faut bien admettre que, faute de bloquer la machine économique, le mouvement a bien du mal à peser pour le retrait de la loi.

Le mouvement est donc rampant mais il est aussi multiforme. La première manifestation, le 9 mars, a été lancée par une pétition en ligne avec l'appel #OnVautMieuxQueça relayé par des Youtubeurs. Et depuis, toutes sortes d'appels ont été lancés notamment via les réseaux sociaux, les intermittents s'y sont mis, une partie des étudiants et lycéens aussi, et le printemps a commencé à ressembler à un cauchemar pour le gouvernement. D'où le lâcher de plus en plus systématique de flics en mode « état d'urgence », avec de nombreux manifestants gazés et blessés et des centaines d'arrestations. D'où en face, une diversification supplémentaire des modes de luttes, avec des passages à l'action directe offensive d'une fraction du mouvement contre la flicaille.

Dans ce mouvement rampant et multiforme, il y a une initiative que les journalistes affectionnent particulièrement : ce sont les Nuits debout. Sortes d'agoras ouvertes où tout un chacun peut venir prendre la parole, elles ont poussé dans différentes villes du pays avec plus ou moins de succès. On peut se réjouir de ce que des gens de divers milieux se croisent et discutent politique. Pour autant le bavardage citoyen n'est pas forcément le *nec plus ultra* de la mobilisation sociale. La principale limite provient du côté désincarné de ce type d'assemblée et de la déconnexion d'avec les luttes concrètes. On n'est pas ici dans une AG de salariés d'une entreprise, d'étudiants ni dans la réunion d'un comité de quartier ; on est dans l'agglomération d'individualités extraites de leur milieu de travail ou de vie qui viennent échanger sur le monde. Pas étonnant qu'il n'en sorte quasiment aucune initiative d'action.

Les journalistes apprécient également les initiateurs de Nuit debout, place de la République à Paris : François Ruffin, rédacteur en chef de *Fakir* et réalisateur du film *Merci patron !*, et son ami et mentor Frédéric Lordon, économiste et collaborateur du *Monde diplomatique*. Lordon est beaucoup intervenu ces dernières semaines : dans des AG d'étudiants mobilisés contre la loi Travail, à Nuit debout, à la Bourse du travail... une présence et un activisme abondamment relayés sur Internet ou par *Libé*. Il y a quelque chose de sympathique dans ses interventions, quand Lordon explique que la social-démocratie est entrée « dans sa phase de décomposition terminale », ou qu'il défend l'abolition de la propriété privée

des moyens de production. Lordon et Ruffin ont une ligne de classe, ils sont sans ambiguïté opposés au (grand) patronat et aux gouvernements qui les servent, et de ce point de vue ils font plaisir à voir et entendre.

Mais leur ligne politique ne s'arrête pas là. Lordon et Ruffin sont également fortement opposés à l'Europe libérale. Mais pas pour une Europe des travailleurs ni même pour une Europe des luttes : leur horizon politique s'arrête *strictement* aux frontières nationales. Manifestement, la nation est une idée que Lordon affectionne et il pense que le camp des travailleurs doit se la réapproprier. Soit, et alors ? Alors cela semble se traduire par quelque chose d'étrange que l'on peut relever dans certaines vidéos récentes. Ainsi à l'occasion du Réveil des betteraves organisé courant mars à Amiens, sorte de fête/manif pour la convergence des luttes, on ne trouve aucune mention de la solidarité internationale, des migrants, des sans-papiers. Pourtant la manifestation ne se cantonne pas au strict terrain économique et social : les revendications touchent à l'écologie, à l'école, à la réforme des Régions, etc. (cf. p.ex. l'encadré sur cette page <http://www.fakirpresse.info/le-reveil-des-betteraves-demandez-le-programme>). Mais la question des immigrés, des sans-papiers, la solidarité avec des luttes ailleurs dans le monde ne sont *jamais* abordées.

On peut difficilement ne pas faire le lien entre les deux, l'idée de nation d'un côté et le point aveugle de la solidarité internationale de l'autre. Et là il y a quelque chose de problématique. Ruffin/Lordon ouvrent l'horizon politique mais ils ferment les frontières. Leur optique est nationaliste et étatiste. Si Lordon s'est très explicitement démarqué des confusionnistes d'extrême droite à la Chouard (dont certains se plaisent à pratiquer l'entrisme dans Nuit debout) et s'il n'est pas question de l'assimiler à ceux-ci, le fait est qu'il ne met pas en avant de revendications qui puissent les gêner. Il y a donc une stratégie d'évitement des questions qui fâchent les partisans des idées d'extrême droite, stratégie au moins très contestable.

Au-delà, la ligne politique de Lordon est en elle-même discutable. Partisan de la souveraineté populaire, il lie cette souveraineté à la nation et à la restauration de l'État national. Même s'il prétend défendre une conception de la nation ouverte au monde la convergence avec certaines positions très à droite est transparente. Or on sait que ces positions constituent un piège, parce qu'elles placent l'appartenance à une communauté nationale au devant et à l'encontre de l'affirmation d'un camp de classe, et que cela se fait systématiquement pour le plus grand bénéfice des dominants.

Le soutien à la lutte des classes, aux Goodyears, aux salariés d'Air France... tout cela paraît au fond totalement déconnecté

...nation

de la conception politique générale défendue par Lordon. Parce que le nationalisme implique de gommer les conflits de classe comme les rapports de domination. Il s'adresse au « citoyen » extrait de sa condition de salarié précarisé, de femme, de personne issue de l'immigration. Et c'est à ce citoyen de reprendre les choses en main et de redevenir souverain. D'où la proposition de Lordon aux Nuits debout de rédiger la constitution de la future république sociale, comme si c'était la tâche stratégique de l'heure. Pourquoi la future constitution devrait-elle émaner d'une assemblée

d'individus plutôt que d'une multitude de collectifs locaux (comité de grève d'entreprises, syndicats, associations de quartier...) ?

C'est au fond une approche très bourgeoise de la « République » que défend Lordon. Le citoyennisme éloigne d'une lecture de classe conséquente. Il éloigne aussi de la lutte réelle. Quand la tâche première est la construction d'un rapport de forces sur les terrains multiples de la lutte, engager les personnes mobilisées à rédiger une constitution c'est les dévier sur une voie de garage. Si on y ajoute le nationalisme, on les emmène dans un précipice.

R

Le 19 avril dernier, s'est déroulé à Nancy un événement assez plaisant et qui pourrait donner des idées...

Ce jour-là, Laurent Hénart, maire de Nancy, se produisait devant une assistance bien propre sur elle dans l'amphi K12 de la fac de droit. À l'invitation de l'« association libérale humaniste », il pérorait sur la jeunesse, ainsi que le font tous les politiciens qui n'ont rien à dire. Ça faisait une bonne demi-heure que les quelques jeunes présents se demandaient ce qu'ils foutaient là et que les porte-serviettes à cravate qui suivent partout le maire étaient au garde à vous, quand une clameur monta dans le bâtiment. Une trentaine de militantes contre la loi Travail étaient dans le hall pour rappeler tout ce petit monde à l'urgence du moment. Aussitôt, les vigiles recrutés pour l'événement justifièrent leurs maigres salaires et les gros profits de leurs patrons en verrouillant les portes. Puis ils se mirent en position : jambes écartées, une main sur la matraque, l'autre sur l'oreillette. Ils appelèrent la police et, dans la foulée, rendirent compte de la situation aux porte-serviettes qui étaient dans la salle. Le temps que l'information aille des gros bras de la fac aux cerveaux du boulevard Lobau, les manifestants-e-s avaient épuisé leur stock de slogans, pourtant conséquent. C'est à ce moment précis que le signal d'alarme incendie du bâtiment a retenti. Qui l'a actionné ? Sans doute un vigile apeuré, peut être un manifestant incontrôlable, quoique cette dernière hypothèse paraisse peu probable. On penche plus volontiers pour un membre de l'association libérale humaniste radicalisé. Ils étaient quelques-un-e-s dans l'amphi, chaussures pointues cirées, chemises blanches cintrées sous une veste de bonne coupe jouant d'un air menaçant avec leurs porte-clés Audi... Toujours est-il que tout le monde a dû sortir sur le trottoir, dans le calme, les manifestants comme les spectateurs et le maire. Aucun incident à signaler, sauf, paraît-il, un des porte-serviettes à cravate qui aurait fait sous lui, de peur.



le trottoir, avait l'air agacé, ses porte-serviettes rassurés par l'arrivée tonitruante des forces de l'ordre reprenaient des couleurs. Les manifestants repartirent alors en cortège vers la foire. La police sur les dents les prit en chasse. Perspicace, le maréchal des logis au volant de son bolide, fenêtres ouvertes et micro en main hurlait : « C'est les anars ! C'est les anars... », ce qui ne manqua pas d'étonner les passants. C'est alors que Hénart décida d'aller continuer sa causerie au bistro du coin. Faisant avec détermination ce qu'elle sait faire le mieux, sa suite le suivit. Sur ces entrefaites, les manifestants s'étaient tranquillement dispersés. Les croyant sur le champ de foire place Carnot, le maréchal des logis se gara incontinent sur une piste cyclable et bondit hors de son véhicule, pour rejoindre les véhicules de police arrivés en renfort. Ils s'étaient garés, sans façon, en double file, près de la foire qui battait son plein sous un radieux soleil printanier. Après avoir couru un peu partout, entre la pêche au canard et les autos tamponneuses, les pandores rentrèrent bredouilles à la maison mère. Hénart, quant à lui, a terminé sa prestation au bistro, en accablant Hollande, tandis que ses porte-serviettes grommelaient d'importance contre cette atteinte à la démocratie.

Le seul média qui suivait l'affaire, Radio Campus, nous apprend qu'un responsable des jeunes communistes qui était en pleine joute oratoire avec Hénart au moment de la manifestation a tenu à ne pas cautionner l'action (*). Il préféra cautionner la com' du maire.

On espère que Hénart a payé la tournée avec ses sous et pas avec ceux des impôts...

Quant à la loi Travail... c'est toujours non !

Victor K

R

Tout à coup, débouchant en trombe de la rue de Serre est arrivée la première voiture de police banalisée. L'entrée en scène ponctuée d'un demi-tour au frein à main rue de la Ravinelle de celui qui semblait être l'avant-garde peu éclairée fut appréciée à sa juste valeur. Quelques manifestants donnèrent au chauffard des conseils de prudence. La situation jusque-là fort banale devint confuse. Hénart qui était sur

(*) <http://www.radiocampuslorraine.com/de-lamphi-au-bar-en-passant-par-lalarme-incendie-laurent-henart-sessaye-a-la-democratie/>

Ordre, calme et volupté

Le 24 mars, une vidéo tournait sur les réseaux sociaux. On voyait, en marge d'une manifestation, un courageux policier frapper violemment un lycéen de 15 ans, immobilisé par un de ses collègues. (Il fait dire qu'il avait jeté des œufs.) Quelques jours plus tard un jeune manifestant de Rennes perdait un œil. Le 26 octobre 2014 Rémi Fraisse, 21 ans, était tué lors d'une manifestation contre le barrage de Sivens. Ces événements ont suscité émotion et révolte. Pourtant un rapport récent de l'Acat (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) révèle combien ces violences policières sont loin d'être exceptionnelles. Les chiffres sont accablants. On apprend ainsi que **les violences policières sont à l'origine de presque un décès par mois, depuis cinq ans.** Entre 2005 et 2010, quatre-vingt-neuf cas avérés dont 26 morts, dans une quasi-impunité puisque seuls sept cas ont conduit à des condamnations. Il faut dire qu'il s'agit la plupart du temps de jeunes, issus de « minorités visibles » comme on dit en langage politiquement correct, et/ou prenant part à des manifestations... Autant dire qu'ils ne sont pas blancs blancs. Bien sûr, ces violences sont aussi vieilles que la police, dira-t-on. Mais le **climat lié à l'instauration de l'État d'urgence** semble s'accompagner d'une euphorie nouvelle pour les forces de l'ordre : la violence de la répression lors des récentes manifestations, à Rouen,

Nantes, Rennes, Metz, Paris ou Grenoble, montre que la police n'hésite plus à charger des manifestants débonnaires. Interpellations, gardes à vue, arrestations, emprisonnements... On assiste à des intimidations et des agressions policières davantage connues dans la Russie de Poutine ou dans certains régimes d'Amérique du Sud. Le manifestant français doit maintenant s'habituer à être traité comme un individu dangereux, traîné devant un tribunal comme un délinquant tandis que le syndicaliste est jugé comme un criminel. On est tenté de se dire que la montée de l'extrême droite, comme le climat instauré par le vote des mesures d'urgence, entraîne mécaniquement un effet « police décomplexée ». Cela intervient évidemment dans le zèle de certains CRS particulièrement teigneux, d'autant que les frontières entre la police et l'extrême droite sont poreuses. Mais il serait trop simple de mettre cette violence sur le dos de policiers un peu trop lepénisés. Car de toute évidence la souricière tendue aux manifestants lors de la manifestation du 1^{er} mai à Paris avait été, de l'avis même d'un syndicat de police qui le dénonce, décidée en haut lieu. Alors pourquoi s'attaquer à des manifestants tranquilles, venus en famille, à un rendez-vous militant rituel ?

Il faut comprendre que tout cela participe d'une criminalisation des mouvements sociaux beaucoup plus générale, comme en témoigne l'arrestation de militants de Sud, la récente condamnation des Goodyear, celle des syndicalistes de Michelin ou encore l'évacuation violente de la place de la République qui accueille le mouvement Nuit Debout à Paris.

Des hommes discutent, échangent, s'organisent ? On tape. Des familles fuient la Syrie en guerre, la misère et la violence ? On tape. Des travailleurs défendent leurs droits, refusent d'être licenciés ? Des jeunes se mobilisent et manifestent contre une loi qui déconstruit le droit du travail ? On tape. On ne comprend plus très bien s'il s'agit d'abord d'affronter les ouvriers, les chômeurs, les migrants ou les manifestants, mais le gouvernement semble maintenant traiter tout problème social comme un affrontement militaire. Et de fait, en face, les manifestants semblent en prendre la mesure, puisqu'on voit maintenant une partie d'entre eux arriver masqués et chargés de boulons, prêts à en découdre, sans que les manifestants ne les chassent.



Un cran semble passé dans ce que, dans les temps anciens, on appelait encore la lutte des classes. Un chiffre nous en donne la mesure. Au moment où le Parlement parle d'élargir les pouvoirs de police dans la réforme de la procédure pénale, on apprend aussi que la police vient de se doter d'un arsenal guerrier stupéfiant, en matière de tirs à destination des manifestants. Il s'agit d'une commande exceptionnelle de munitions pour les flash-balls, calibre 40 mm, auprès de l'usine Alsetex, à Précigné, dans la Sarthe, qui devra fournir... 115 000 munitions par an, dont 100 000 pour la seule Police nationale. Chiffre qui laisse supposer une augmentation exponentielle des tirs à venir de flash-balls à viseur, puisque si on divise ces munitions par les 365 jours que compte une année, cela

donne une moyenne... d'environ 315 tirs quotidiens, jours fériés compris. Autant dire qu'il ne s'agit plus de se préparer à des manifestations, mais à la guerre civile.

Le plus inquiétant n'est peut-être pas tant la répression à venir que le contrôle des consciences, la fabrique de la soumission. Les chiffres restent tabous. En France, on ne parle pas des violences policières. Et même en ce qui concerne les sanctions lorsqu'elles sont avérées, c'est l'opacité la plus totale. Le manifestant, présenté dans les médias comme un délinquant, voire un casseur, s'habitue lui-même à la répression. Tout cela rassure peut-être celui qui regarde de loin les affrontements. La police a la cote : 35 000 jeunes candidats se pressent depuis cette année au concours de recrutement, soit 42 % de plus que l'an passé. Un record historique. La mode est à l'ordre.

On veut des contrôles, des portiques de sécurité, des fouilles. On s'y soumet avec le sourire. Et gratitude. On perd son boulot, mais on est protégé. Échanger une sécurité économique contre une sécurité policière et plus encore sa liberté contre une protection : c'est aussi vieux que le féodalisme, et ça marche !

Alors que le FN rôde en embuscade, le PS pourra s'enorgueillir de lui avoir, plus que tout autre gouvernement, préparé le terrain sécuritaire et avoir pour lui armé la police, désarmé les consciences, rempli les prisons et désespéré les jeunes. À moins que cette politique de répression finisse par les énerver, tout de bon. À force de se préparer à la guerre civile, le gouvernement pourrait bien finir par en donner l'idée.

R

Résister! #43

redaction@crr54.lautre.net

Comité de rédaction : 20/06/2016 - Date limite d'envoi des articles : 19/06/2016

Points de dépôts :

* Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy

* Vêt Ethic : 33 rue St Michel - Nancy

* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

* Tabac Merlin - 58, rue Isabey à Nancy

LES BÂTISSEURS DE VIDE

La Ville de Nancy a annoncé son projet de vendre l'ancienne école de la rue de Fontenoy, qui sert actuellement d'annexe à la MJC des Trois-Maisons. Le charme légèrement désuet de l'endroit, édifié au début du XX^e siècle, et la vie qui s'y tisse ne semblent guère compter lorsqu'il s'agit de réaliser une opération financière sur fond d'immobilier boulimique. Les artistes qui y travaillent, dans les ateliers appelés Les Trois Huit, ne pèsent pas lourd quand l'argent dicte sa loi : la plus-value comptable fait la nique au mieux-disant culturel. Le lieu est animé dans un esprit bon enfant, pas du tout scolaire... Beaucoup sont venu-e-s ici pour créer leurs œuvres géniales, dans des conditions paradoxalement modestes. Ces ateliers constituent un lieu rare et précieux de création et de diffusion de l'art contemporain à Nancy.

Le sort du jardin partagé situé derrière la MJC, entre la rue Charles-Dusaulx et le sentier des Vinaigriers, propriété de la communauté urbaine du Grand Nancy, n'est guère plus enviable. Cette parcelle partiellement jardinée a été longtemps laissée à l'abandon. Son emprise foncière d'environ 200 mètres de long sur 20 mètres de large fait saliver les promoteurs, qui y voient la possibilité de construire une jolie route goudronnée avec, de chaque côté, une quinzaine de bicoques en toc, toutes identiques, en lieu et place des plates-bandes, des arbres fruitiers et des herbes folles. La collectivité avait accepté de prêter les lieux pendant trois ans à la MJC, pour qu'elle y installe un jardin partagé, ouvert aux habitant-e-s du quartier et aux ami-e-s. Béotien-ne-s ou spécialistes, stakhanovistes ou attentistes à l'exemple d'Alexandre le Bienheureux, chacun-e



peut venir y cultiver ses talents. La MJC a recruté un jardinier qui organise les travaux (préparation du sol, semis...) avec les gentil-le-s participant-e-s. Mais, les visiteurs/visiteuses peuvent aussi s'adonner au *farniente*, sur des meubles malins, improvisés en bois de palettes et pourtant confortables. La mare installée depuis quelques mois ne peut pas servir à se rafraîchir complètement – *big splash* interdit ! – mais le ciel s'y reflète, ce qui double l'horizon infini. Ainsi, il n'est pas difficile de s'imaginer parfaitement ailleurs, au bleu, au vert, à la campagne, en dehors de la ville, de ses remugles, de la pollution, des embarras de la circulation... et de tous les autres problèmes quotidiens. Les petites têtes de toutes les couleurs viennent y découvrir que les carottes ne poussent pas dans les

arbres. Les fêtes y sont toujours rustiques et la gaieté de bon aloi. Bref, les bienfaits d'un jardin sur l'être humain ne sont plus à prouver.

Cette réalité est sans doute trop prosaïque ou bucolique pour ces messieurs dames qui dirigent la collectivité. Quand ils/elles sont venu-e-s sur place, ils/elles n'ont pas trouvé que l'herbe était assez verte. Pas de massif de roses, pas de topiaires au cordeau, pas de statue à leur effigie. Ils/elles retiennent toutefois l'idée que le jardin puisse être un puissant facteur de lien social, mais ils/elles n'iront pas jusqu'à considérer ses effets résilients.

Au jardin partagé des Trois-Maisons les projets sont nombreux : aménager la zone d'accueil, installer une piste de pétanque, des meubles pour les enfants, construire une deuxième serre, monter des bacs de jardinage en hauteur pour que les vieilles personnes n'aient plus à se baisser... Alors, pourquoi vouloir saccager tout cela, d'un coup de pelleteuse ? Quelle lubie frappe les élu-e-s, privé-e-s de tout bon sens ? Quand on vous dit qu'il ne faut confier le pouvoir à personne... au risque qu'il/elle ne s'en serve contre nous.

Pourquoi ? Pour rien. La communauté urbaine du Grand Nancy s'est engagée dans le cadre du Scot Sud 54 (schéma de cohérence territoriale) à construire 13 500 logements sur la période 2013-2026 et 17 700 sur 2026-2038, soit un total de 31 200 logements (dont 19 200 dus au seuil de stabilité correspondant à la population actuelle et prenant en compte principalement le phénomène de la décohabitation et le renouvellement du parc de logements existants). Les ambitions démographiques des édiles locaux sont stupéfiantes. Bien que glorieusement et avantageusement accueillie dans le club des métropoles, Nancy n'est pas Toulouse ou Montpellier. Le réchauffement climatique mettra encore quelques années pour nous amener le soleil au jardin d'hiver et les pieds dans la mer...

Pour atteindre ces niveaux de construction délirants, il convient de bétonner : chaque commune a pris des engagements, la moindre parcelle peut y concourir. C'est pourquoi l'annexe de la MJC des Trois-Maisons et le jardin partagé n'y échapperont pas (à moins que...). Cette folie constructive ne correspond à aucune réalité démographique. La série statistique établie par l'Insee montre que la population du Grand Nancy était de 252 292 en 1975, 250 951 en 1982, 256 371 en 1990, 258 268 en 1999, 257 297 en 2007 et 256 043 en 2012, soit une presque parfaite stabilité ! La variation annuelle du nombre de ménages est estimée à + 417 d'ici à 2021. Dans ces conditions, malgré l'immense attractivité de ce territoire brillamment administré – grâce à des délégations de service public –, on ne voit pas très bien à quoi vont servir toutes ces constructions. S'agit-il de soutenir mécaniquement le secteur du bâtiment ? De proposer des biens destinés à l'optimisation fiscale des ménages riches ? C'est fort possible et cela s'appelle une bulle immobilière et une entourloupe. Mais alors, me direz-vous, à quoi servent les 11 975 logements vacants (*) dans le Grand Nancy ? Ils sont les symptômes d'un monde artificiel et creux.

R

Piéro

(*) Source : Insee, 2010.

NUCLÉAIRE, MON AMOUR

Le 30 avril dernier, une dizaine de coureurs s'élançait de la fontaine d'Amphitrite au coin nord-est de la place Stanislas pour tenter de relier le coin opposé, le sud-ouest, vers la rue des Dominicains. Ils rivalisaient d'attitudes tendues et de mouvements quasi imperceptibles afin d'être le dernier au poteau d'arrivée de cette course de lenteur. Ce type de manifestation a vu le jour au Japon, où des manifestants protestaient ainsi devant le siège de Tepco, l'exploitant de la centrale de Fukushima. On ne peut que regretter que cette course, qui entendait « célébrer » les 30 ans de l'accident de Tchernobyl et les 5 ans de celui de Fukushima et demandait par conséquent la sortie du nucléaire, n'ait mobilisé que si peu de personnes. Et pourtant la course de lenteur semble bel et bien engagée. Les déclarations de Hollande et Royal sur la fermeture de Fessenheim en sont un bel exemple : alors que la centrale aurait dû être fermée en 2016, selon les promesses de campagne du premier, il est confirmé qu'elle ne fermera pas avant 2018, c'est-à-dire après les prochaines présidentielles. Autant dire que même si le décret d'abrogation de l'exploitation de la centrale était signé cette année, la majorité issue des prochaines législatives pourrait toujours revenir sur l'arrêt. Comme la classe politique, qu'elle soit de droite ou molletiste, est unanime pour dire que « le nucléaire reste le socle de notre politique énergétique » (on aura reconnu l'impayable Ségolène sur TF1-Bouygues-Télé le 7 mars dernier), il y a de grandes chances que même si la fermeture de Fessenheim soit effective, ce soit une exception. D'ailleurs, le patron d'EDF, affirmait dans Le Monde du 28 février qu'« il n'y a pas d'autre fermeture de prévue dans les dix ans à venir » ; dans le même article, Ségol annonçait qu'elle était favorable à la prolongation de dix ans de l'exploitation des centrales françaises. Il est vrai que le nucléaire, c'est sûr, c'est propre. En plus, on est en train de construire une belle poubelle nucléaire à Bure, alors il faudra bien la remplir.

Faisons un petit retour vers le futur.

Nous sommes en mai 2021, le réacteur de Flamanville 3, l'EPR de Bouygues-Areva & Co, fonctionne enfin depuis quelques mois. Tout va bien ! Sauf, que le 8 mai au petit matin, alors que le président de la République se remet du petit dîner de la veille pendant lequel il avait fêté le quatrième anniversaire de sa victoire aux élections, on lui annonce que le petit problème détecté trois jours plus tôt à la centrale de Flamanville est en train de dégénérer. En effet, le 5 mai, les pompes du circuit de refroidissement se sont bloquées. Les procédures d'arrêt d'urgence avaient été actionnées, rien d'anormal. Mais rien à faire, les pompes ne voulaient pas reprendre du service. Et ça commençait à chauffer sérieusement dans les cuves des trois réacteurs. Le 8 mai, on s'aperçut que le problème venait d'une invasion de méduses dans les filtres desdites pompes (ce n'est pas entièrement fictif, un accident de ce type s'est déroulé à la centrale nucléaire d'Oskarshamn, en Suède, en sep-

tembre 2013). Problème identifié, problème résolu, se dit le Président : « Pourquoi vous me dérangez avec vos conneries de méduses ? » Ben... c'est que si on s'en était rendu compte y a trois jours, on aurait peut-être pu agir, mais là ça commence à chauffer sérieux... Et ça chauffait tellement sérieux que le 10 mai, le réacteur n° 2 de la centrale devenait incontrôlable... On connaît la suite, ça pète, ça irradie, le scénario classique. Mais là, ça devenait un peu plus re-lou : à moins de 20 kilomètres à vol d'oiseau de la centrale, se trouve l'usine de retraitement de la Hague... Vous imaginez le bordel ? Un des sites nucléaires les plus sensibles de France situé en zone interdite, car irradié par la centrale voisine...

Trêve de fiction, retour à la réalité.

La réalité, c'est que la gauche de droite, atomisée dans l'électorat, adore le nucléaire, même si elle ne le dit pas trop fort. La réalité c'est que l'objectif de 50 % d'électricité nucléaire pour 2025, au lieu des 75 % actuels, c'est du pipeau, parce que c'est bien loin 2025 et que si la croissance repart, comme veulent le croire presque tous les politiques, eh bien ça ne fera pas moins de centrales, mais autant de centrales, car c'est connu la croissance ne croît qu'en bouffant de l'énergie... Si ces

dernières années la France a vu sa consommation d'énergie légèrement baisser, et si la Grèce l'a vu plonger, c'est parce qu'il y a moins d'activité...

La réalité, c'est peut-être aussi que, comme l'affirme Sarkozy dans le JDD du 30 avril, « il n'y a pas d'alternative crédible au nucléaire ». Ce qui me semble parfaitement exact, tant qu'on raisonne dans le système économique capitaliste actuel. En France, le capitalisme c'est le nucléaire et le nucléaire c'est le capitalisme. Même une association comme le Réseau sortir du nucléaire indique que pour réaliser son programme, il faut d'abord économiser 50 % de l'énergie que nous consommons. Je doute fort que le capitalisme puisse être sobre en termes énergétiques. Quant aux solutions évoquées par ce réseau pour remplacer l'atome, à savoir l'éolien, le solaire, la biomasse ou les énergies marines, je ne suis pas sûr qu'elles soient toutes parfaitement inoffensives d'un point de vue environnemental. Ne serait-ce que pour fabriquer les cellules photovoltaïques ou certaines pièces des éoliennes, il faut utiliser les fameuses terres rares dont la Chine tend à être l'extracteur principal, en Chine même ou à l'étranger, et je ne suis pas bien sûr que l'industrie minière chinoise soit un modèle d'exploitation raisonnée et écologique. Quant à la biomasse, s'il faut détruire des forêts entières pour produire de l'énergie, ce n'est pas non plus le top. En gros, la seule solution, c'est sans doute effectivement d'économiser l'énergie et, donc, de sortir d'un système – le capitalisme –, fondé sur la dépense d'énergie. En gros, il faudrait enfin réapprendre la lenteur...

LE DRAME DES CENTRALES NUCLEAIRES AGÉES



Qui veut noyer sa rage,...

...accuse son voisin. (proverbe grosnonesque)

Ville à vendre !

Après avoir mis en vente le palais des congrès, la mairie de quartier des Trois-Maisons, etc., Hénart continue à dilapider les bijoux de famille. Prochaine sur la liste, l'annexe de la MJC des Trois-Maisons, annexe qui représente la moitié de la superficie des locaux, va sans doute être bradée, elle aussi, sur l'autel de l'optimisation fiscale de la Ville et des profits des bétonneurs. La mairie a d'ailleurs demandé que les ateliers pour les artistes en résidence ne soient pas reconduits l'an prochain et envisageait d'autres lieux pour certaines activités... Il est vrai que le quartier est bien trop peu attractif et qu'un beau bloc de béton avec appartements et, pourquoi pas, des surfaces commerciales revivifieraient cette partie déshéritée de la cité. Mais tout cela ne va pas rapporter si gros, aussi suggérons-nous à notre bon maire de s'inspirer de l'annonce parue il y a deux ans dans Le Bon Coin, qui proposait de céder au premier offrant l'hôtel de ville pour la modique somme de 65 millions d'euros. Si l'ancienne municipalité avait porté plainte, c'est en raison de son manque de courage vis-à-vis des impôts, mais Hénart, lui, ne devrait pas reculer. Et pourquoi ne pas mettre en vente cette saloperie de Musée lorrain dont le fameux mur risque de ruiner les projets fastueux de la mairie ?

Monnaie de singe

L'office de tourisme a, quant à lui, trouvé une manière plus originale de participer à l'effort d'assainissement des finances locales : il va vendre de la fausse monnaie. Un beau billet de 0 €, avec le dessin des grilles de la place Stan, qui sera proposé pour la modique somme de... 2 €. Quitte à vendre du vent, pourquoi ne pas proposer celui de la rue Stanislas, ou celui de la place Thiers ? Allez, 2 € les 10 minutes de courant d'air !



Un intrus s'est glissé dans le défilé en l'honneur du Grand Soleil du XXI^e siècle. Devinez lequel ?

Le Soleil ne se couche jamais sur l'Empire nord-coréen

Kim Jong-un, qui vient d'être sacré « Grand Soleil du XXI^e siècle », est un des leaders suprêmes dans la mondialisation économique. En association avec des dirigeants d'entreprise de toutes sortes de pays, il a développé le concept de « délocalisation à domicile ». Jusqu'alors, une délocalisation coûtait relativement cher, il fallait déménager les usines. Maintenant, il suffit de faire venir des travailleurs nord-coréens sur place et, pour un salaire imbattable, ils bosseront jusqu'à 12 heures par jour, sans jamais faire grève. Ils seraient ainsi entre 50 000 et 200 000 à trimer à l'étranger, le tout pour le plus grand profit du régime qui prélève entre 80 % et 90 % du salaire, sous forme de retenues, mais aussi de « cadeaux » faits au Leader suprême. Ils vivent chichement dans des camps installés à proximité immédiate de leurs lieux de travail. Bien sûr, c'est d'abord dans des

pays proches, Chine et Russie, que la Corée du Nord exporte ses camps de travail. Mais pas seulement. Les pays du Golfe sont très friands de cette main-d'œuvre (ils seraient 2 000 à travailler sur les chantiers de la prochaine Coupe du monde de foot au Qatar). Malte et la Pologne sont aussi des destinations pour ces nouveaux touristes de la trime (800 en Pologne dans des exploitations agricoles et des chantiers navals). En Corée du Nord, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées, et un visionnaire à la tête du Pays, le vrai « Grand Soleil du XXI^e siècle ».

Ce soir, j'aime la Cégét

Eh oui ! Et pourtant c'est rare ! Mais les affiches, « choquantes » dicit le sinistre de l'Intérieur, de la CGT info com'contre les violences policières, ça fait quand même plus plaisir que le faquin en habit vert-de-gris, qui est allé faire de la provoc'à Nuit Debout. Vous savez, l'agrégé de lettres et philosophe autoproclamé qui veut faire rentrer « Gnagnagna ! » dans le dictionnaire de l'Académie française...



Ce pêcheur a pris un drôle de poisson. À quelle espèce appartient-il ?

Surpêche

On a tous l'image du pêcheur contemplatif, voire un peu méditatif, la canne à la main passant quelques heures au bord de l'eau, pour ramener quelques poissons. Mais ça, c'est bon pour les retraités, les vieux. Dans les loisirs, il faut être productif ! Alors, depuis quelque temps, on peut voir sur les rives de la Meurthe ou du canal trois, quatre, voire cinq cannes côte à côte sur un support. Car enfin, il faut que ça rapporte. Et effectivement on les voit rapporter toutes sortes de trucs : vieux cartons, bouts de bâches, bouteilles en plastique et même des roues de vélos et autres enjoliveurs de voitures, le tout dégoulinant de vase. Ah ! Y a rien à dire, c'est un sport poétique, la pêche...

Un p'tit tour et puis s'en va...

En l'espèce et en espèces sonnantes et trébuchantes, ce ne fut pas vraiment un p'tit tour. Mais, là, c'est clair, il s'en va. Qui ? L'exbutteur de l'ASNL, puis des Verts, devenu dirigeant blanc comme neige, mais ça fond au soleil la blancheur et la probité, de l'UEFA et de la FIFA, et, par ailleurs, détenteur de fonds dans des paradis fiscaux, grâce au cabinet panaméen Mossack Fonseca. En un mot, Platini est viré du foot mondial pour quatre ans... Mais on vous assure, il a vraiment fait un vrai boulot scellé par un vrai contrat oral et a été vraiment payé la modique somme de 2 millions de vrais francs suisses. Un mec honnête, quoi !

Gros Gnon **R**

Les retraité-es rebattront le pavé le 9 juin !

Ils ont pendant quelques semaines eu à se battre contre la loi travail, aux côtés de leurs enfants et petits enfants qu'ils aident pécuniairement régulièrement. Les pensions sont gelées depuis 2013, les prix non !

Comment "manger 5 fruits et légumes par jour" pour conserver son équilibre ? L'INSEE donne pour 2015 une augmentation de 8,8 % des produits frais.

Sapin a annoncé le 3 mai dernier à l'intersyndicale retraité-es nationale qu'il ne reverrait pas la copie en matière de fiscalité, ni sur l'abrogation de la demi part ni sur la prise en compte de la majoration de 10 % pour les personnes ayant élevé, sous certaines conditions, 3 enfants;

En 54, Sudretraité-es entrera dans une intersyndicale qui préparera à Nancy le rassemblement et les actions du 9 juin; Basta ! RETRAITE-ES DANS LA RUE LE 9 JUIN !

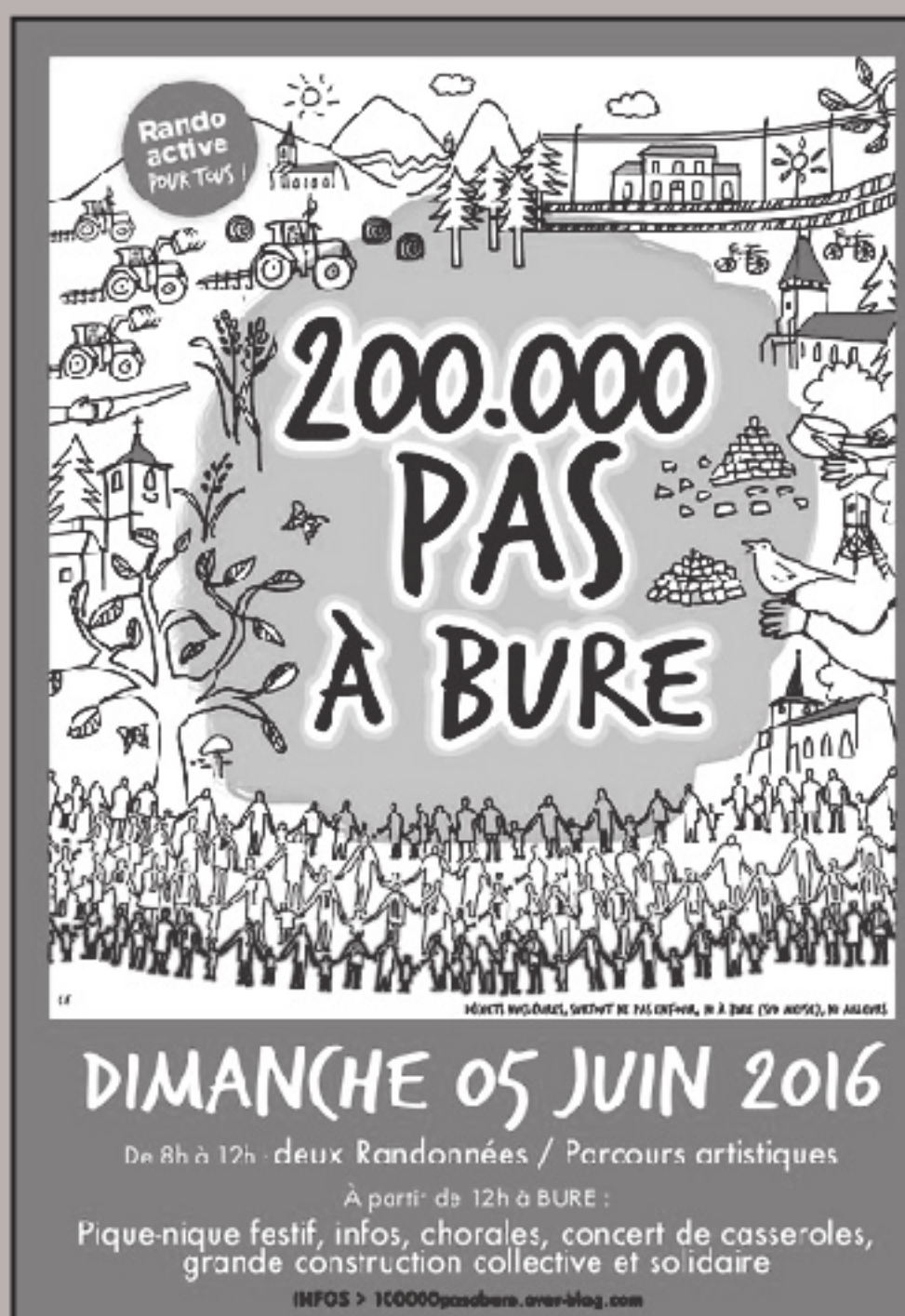
Contact : SUD RETRAITE-ES 54
: 03 83 35 01 48 OU 06 59 02 38 96;
placedebourgogne@gmail.com

Cercles de silence

Pont-à-Mousson
samedi 11/06/2016
Place Duroc
à 10 h 30

Nancy
samedi 28/05/2016
Place Stanislas
à 15 h

Bure AntiCapitaliste 2016 Les 3, 4 et 5 juin 2016 à BURE
Mobilisation contre l'enfouissement des déchets radioactifs. Chansons, Rencontres anticapitalistes et Marche des "200 000 pas"



<http://nancy-luttes.net/bure-anti.k-2016/>

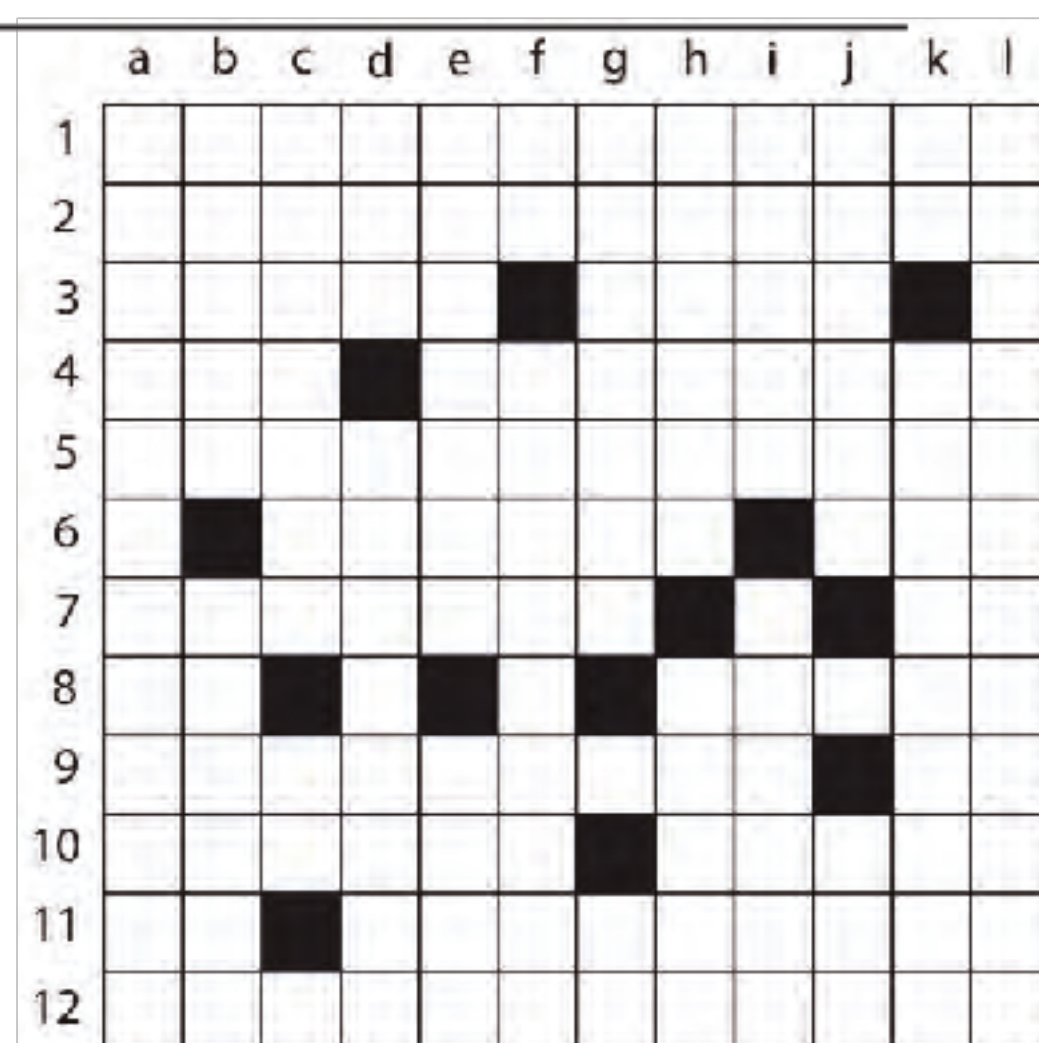
Les Mots croisés de Jiji

Horizontalement

- 1 - Un bon cru, mais pas pour les végétariens.
- 2 - Vieilles à l'ouest.
- 3 - Dans l'arbre. Elle est souvent en rayon.
- 4 - Dans la Manche ou les Pyrénées-Atlantiques. Couleur piquante.
- 5 - Malheureusement, pas d'actualité pour les sans-papiers.
- 6 - Éditées. Obtint.
- 7 - Corrections. Bête de somme.
- 8 - Longue mesure. Admire.
- 9 - Courante au Parlement. Élément cancérogène.
- 10 - A fait fausse route. Parlé en Réunion, par exemple.
- 11 - Un bien l'anoblit. L'Âge d'or l'est encore, malheureusement.
- 12 - Elles mettent la terre en mouvement.

Verticalement

- a - Larmes et hoquets.
- b - Rangée. Représentée.
- c - Sors de l'ordinaire. Coups répétés.
- d - Fille de Capus. Dégraisser.
- e - Fortification russe. Éventa.
- f - Reine d'Égypte. Amateurs d'ailles.
- g - Souvent innocents dans les manifs. Précurseur des sciences.
- h - Adoucissants indiens. Mont d'or asiatique.
- i - Piochât. Inaccessible.
- j - Habituelle de la Khomri, notamment. Objet volant identifié.
- k - Bien en dessous du sol. Camerounaise.
- l - Incontournables.



	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
1	E	G	A	L	I	T	A	R	I	S	T	E
2	M	O	D	I	F	I	C	A	T	I	O	N
3	P	R	O	S	T	E	R	N	E	R	A	S
4	R	O	T	A	R	E	R	I	S	E		
5	I	N	T	E	R	C	A	L	A	T	I	
6	S	E	R	A	G	A	T	A	G			
7	O	R	N	A	S	E	R	I	D	A	N	
8	N	E	O	A	L	M	O	O	S	E		
9	N	R	E	F	E	R	E	N	D	U	M	
10	E	P	I	T	A	S	E	S	O	E		
11	E	O	N	R	A	T	A	L	U	N		
12	S	A	I	S	I	S	S	E	M	E	N	T

Solutions numéro précédent